

Consultation publique

Révision de la décision n° 2018-0170 en date du 22 février 2018 relative à la collecte d'informations concernant le déploiement et la commercialisation des réseaux fixes à haut et très haut débit

Du 12 janvier au 16 février 2023

L'article L. 33-12-1 du CPCE, créé par l'ordonnance n° 2021-650 transposant le code des communications électroniques européen en droit français, donne compétence à l'ARCEP pour établir au moins tous les 3 ans un relevé géographique de la couverture actuelle et prévisionnelle des réseaux. A cette fin, l'ARCEP a lancé la présente consultation visant à modifier la décision n° 2018-0170 en vue notamment de compléter la liste des informations qu'elle collecte relatives à la couverture des réseaux mobiles.

Le projet de décision généralise la transmission des informations prévisionnelles à tous les opérateurs mobiles, indépendamment du cadre des autorisations d'utilisation de fréquences, et y apporte également certaines évolutions :

- Concernant la transmission trimestrielle, l'ARCEP étend la prévision à 9 mois et ajoute la transmission de nouvelles informations relatives aux sites existants sur lesquels sera allumée une nouvelle technologie en précisant la bande de fréquences utilisée et aux sites devant être éteints.
- Quant à la transmission biannuelle, l'ARCEP envisage de retenir une maille plus fine que le département, à savoir l'intercommunalité ou le canton, en vue de fournir la liste prévisionnelle des sites devant être ouverts dans les 2 ans.

La première transmission de ce nouveau format est fixée au 2 août 2023.

Articulation entre les autorisations d'utilisation de fréquences et le projet de décision

A titre liminaire, SFR s'interroge sur l'articulation entre les obligations de transmission imposées par les autorisations d'utilisation de fréquences ainsi que celles prévues par la présente consultation. SFR estime nécessaire que l'ARCEP apporte des clarifications sur ce point, le projet de décision précisant simplement que les opérateurs pourront réaliser « *une transmission unique de ces informations dans leur format le plus complet* ».

En tant que titulaire de plusieurs autorisations d'utilisation de fréquences, SFR est déjà tenue de fournir des informations relatives aux déploiements prévisionnels de ses sites. Le projet de décision reprend les obligations des autorisations d'utilisation de fréquences et les complète. En conséquence, et conformément à l'article L. 32-1 du CPCE imposant à l'ARCEP d'adopter « *des mesures raisonnables*

alticefrance.com

*et proportionnées », SFR considère qu'elle n'aura plus besoin de transmettre de manière trimestrielle une prévision à 3 mois (obligation prévue dans ses autorisations d'utilisation de fréquences) mais uniquement à 9 mois (évolution proposée par la présente consultation). **Il serait en effet disproportionné et déraisonnable pour les opérateurs de fournir les mêmes données prévisionnelles à 3 mois et à 9 mois.***

A cet égard, SFR rappelle également que l'article L. 33-12-1 précité dispose que les prévisions de couverture sont transmises « *dès lors que les données susceptibles d'être utilisées pour l'élaboration de ces prévisions sont disponibles* » ; et que « *les opérateurs fournissent, moyennant des efforts raisonnables, les prévisions de couverture de leurs réseaux* ». Les opérateurs ont donc une obligation de moyen et non de résultat.

Transmission trimestrielle

Prévision à 9 mois

SFR s'interroge sur l'intérêt de porter à 9 mois la collecte des données prévisionnelles dans la mesure où la liste des nouveaux sites sera alors très proche de celle des sites pour lesquels une demande d'autorisation d'urbanisme a été déposée et qui est déjà transmise tous les 6 mois à l'ARCEP.

SFR considère donc qu'il serait véritablement préférable de conserver l'obligation actuelle qui prévoit que l'opérateur transmet tous les trois mois ses prévisions sur les 3 mois à venir.

Sites sur lesquels sera allumée une nouvelle technologie

SFR ne dispose pas de la visibilité suffisante pour préciser la bande de fréquences qui sera utilisée pour allumer une nouvelle technologie sur un site existant. C'est une donnée que les opérateurs ne peuvent maîtriser à 9 mois, car il s'agit de la vie du réseau. La fourniture de cette information nécessite un travail très important pour les opérateurs et apparaît donc disproportionnée et déraisonnable.

SFR demande ainsi à l'ARCEP de ne pas imposer aux opérateurs de préciser la bande de fréquences utilisées lorsqu'un site existant est équipé avec une nouvelle technologie.

Sites devant être éteints

SFR indiquera les sites à risque, c'est-à-dire les sites pour lesquels il y a un risque d'extinction en raison de difficultés rencontrées avec le bailleur.

En revanche, les opérateurs ne savent pas si le site sera effectivement éteint dans les 9 mois : certains sites peuvent être étiquetés « à risque » sur de nombreux mois sans être éteints.

Transmission biannuelle

Utilisation d'une maille plus fine



SFR rappelle que la prévision du nombre de sites dans les 2 ans est déjà une donnée compliquée à fournir à la maille départementale : en dehors des sites réglementaires, les opérateurs mettent à l'étude de nombreux sites afin de couvrir une zone donnée mais tous ne sortent pas in fine.

Transmettre cette prévision à 2 ans sur une maille assez large telle que le département est assez représentatif. En revanche, à une maille plus fine telle que l'intercommunalité ou le canton, cette donnée sera complexe à fournir et son exploitation n'aura que peu de sens. La définition d'une maille plus fine serait disproportionnée et déraisonnable par rapport à l'objectif poursuivi par l'ARCEP.

Pour ces raisons, SFR estime nécessaire de conserver la maille départementale.

Néanmoins, dans l'hypothèse où l'ARCEP venait à retenir une maille plus fine que le département, SFR préconise de retenir l'intercommunalité.

En effet, l'intercommunalité est une maille relativement plus grande que le canton et qui n'est pas infra-communale, comme peut l'être le canton (exemple de la commune de Nantes qui est découpée en 11 cantons).

En outre, il semble plus cohérent de choisir l'intercommunalité dans la mesure où le président de celle-ci bénéficie par ailleurs d'une compétence en termes d'information et d'autorisation pour l'exploitation d'une installation radioélectrique, telle que prévue à l'article L. 39-4-1 du CPCE. C'est donc sur le périmètre de l'intercommunalité qu'il existe un besoin d'avoir une vision globale des prévisions de déploiements mobiles.